

## Études d'histoire religieuse



Georges Croteau, *Les frères éducateurs, 1920-1965. Promotion des études supérieures. Modernisation de l'enseignement public*, Ville La Salle, Hurtubise HMH, 1996, 193 p.

Ruby Heap

Volume 64, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1006653ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1006653ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)

1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Heap, R. (1998). Compte rendu de [Georges Croteau, *Les frères éducateurs, 1920-1965. Promotion des études supérieures. Modernisation de l'enseignement public*, Ville La Salle, Hurtubise HMH, 1996, 193 p.] *Études d'histoire religieuse*, 64, 102–106. <https://doi.org/10.7202/1006653ar>

ments inédits. Plusieurs textes débordent même le cadre de la simple notice pour devenir de véritables analyses de livres (Crespel, Leclercq et Sagard) ou des compte-rendus de litiges auxquels certains religieux furent mêlés (Demers, Denis, Dethune, Ladan). Pratique peu courante, l'inclusion de documents d'époque intégralement transcrits contribue à légitimer ou à enrichir le propos des auteurs qui, par ailleurs, ne lésinent pas sur la quantité et la précision des références qui accompagnent chaque notice. Donnée en annexe, la liste de tous les commissaires provinciaux et des gardiens des couvents récollets complète bien l'ouvrage qui se referme sur un index général et une table détaillée de son contenu.

A notre avis, le *Dictionnaire biographique des récollets missionnaires en Nouvelle-France* constitue à ce jour l'ouvrage le plus complet qui soit sur ces religieux. Toute leur histoire s'y trouve. L'édition de belle qualité, les textes généreux, efficaces et bien écrits, les tableaux clairs et précis en font un livre important que nous recommandons sans hésiter.

Pauline Dubé,  
Ancienne-Lorette.

\* \* \*

Georges Croteau, *Les frères éducateurs, 1920-1965. Promotion des études supérieures. Modernisation de l'enseignement public*, Ville La Salle, Hurtubise HMH, 1996, 193 p.

Qu'ont en commun Robert Bourassa, Fernand Dumont, Jean Drapeau, et M<sup>gr</sup> Jean-Claude Turcotte? Ils ont tous fréquenté «l'école des Frères», comme des centaines d'autres garçons catholiques du Québec. Georges Croteau lui rend hommage dans le présent ouvrage en mettant à l'honneur le rôle déterminant joué par les Frères éducateurs dans la genèse et l'évolution de l'enseignement secondaire public francophone au Québec entre 1920 et 1965. Plus précisément, il s'est fixé un double objectif: retracer l'histoire du cours primaire supérieur et examiner quelle philosophie de l'éducation et quelle conception de l'homme animaient les Frères dans leur lutte pour la promotion d'études post-primaires dans le secteur public. Signalons d'emblée que l'auteur traite de la première question beaucoup plus efficacement que de la seconde.

En effet, l'auteur nous présente avant tout une étude descriptive des principales étapes qui ont marqué l'évolution du cours primaire supérieur entre 1920 et 1965. Ce dernier est introduit à Montréal en 1921 par les Clercs de Saint-Viateur, avec l'approbation de la Commission des Écoles catholiques de Montréal, qui discute de la question depuis dix ans déjà. Comme son nom l'indique, ce cours prolongeait la durée du cours primaire existant, qui était alors d'une durée de huit ans. Des classe de 9<sup>e</sup> et de 10<sup>e</sup>

sont ainsi ouvertes par les CSV à l'École Saint-Louis du Mile-End, située dans un quartier ouvrier francophone. D'autres communautés de Frères emboîtent le pas et des classes de 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et de 11<sup>e</sup> années sont organisées ici et là à travers le Québec.

En établissant le cours primaire supérieur, les Frères poursuivent un dessein ambitieux: ils désirent offrir aux garçons francophones issus des classes populaires une formation générale équivalente à celles qui est dispensée à l'époque dans les «high schools» publics protestants. Cette formation allie la culture classique et un enseignement technico-scientifique, en ce qu'elle met l'accent sur les sciences et les mathématiques tout en introduisant l'étude du latin. L'enseignement primaire supérieur possède, de ce fait, une double dimension qui est lourde de conséquences: il amorce une démocratisation du système scolaire francophone en permettant à des jeunes gens de souche modeste de poursuivre des études post-primaires tout en contournant les institutions d'enseignement secondaire privées; de plus, la formation qu'il propose a pour but de préparer une nouvelle élite francophone orientée vers l'industrie et le commerce plutôt que vers les professions libérales, alors même que l'enseignement du latin laisse entrevoir l'accès des diplômés aux facultés universitaires réservées jusque-là aux bacheliers issus des collèges classiques.

Tel que conçu, le projet éducatif des Frères vise non seulement à mettre les francophones et les anglophones sur un pied d'égalité dans le domaine économique, mais aussi à transformer les rapports sociaux au sein de la communauté francophone. Il va sans dire, et il nous semble que l'auteur n'insiste pas assez sur ce point, que la réussite de ce projet augmentera en même temps le prestige et l'influence des Frères tant au sein de l'Église que de la société civile. L'enseignement secondaire public, dont les Frères veulent s'ériger en maîtres, apparaît en effet comme un instrument de promotion sociale de ce groupe de religieux, comme de celui des garçons auquel il est destiné.

On peut comprendre, dès lors, les résistances tenaces auxquelles se heurte l'action des frères enseignants. Parmi leurs principaux adversaires, l'auteur place en tête le surintendant de l'Instruction publique, un haut fonctionnaire laïc qui administre le réseau scolaire provincial, mais surtout le Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, responsable des questions pédagogiques et au sein duquel les évêques siègent *ex officio*. Ces derniers s'affichent comme les défenseurs acharnés des collèges classiques privés. Ils ne semblent pas s'opposer à une scolarisation prolongée des enfants qui fréquentent l'école primaire publique, en autant que les collèges demeurent la voie de passage incontournable menant à l'université. Ainsi, en 1929, le Comité catholique accorde une reconnaissance officielle à

l'enseignement primaire supérieur, qui a connu des progrès importants depuis son inauguration à Montréal. Le Comité adopte alors un programme d'études primaires qui couvre 11 ans de scolarité, mais qui tronque l'enseignement des sciences et des mathématiques et, surtout, élimine celui du latin. Voilà qui désavouait les principes directeurs du cours primaire supérieur élaboré par les Frères. Pendant ce temps, observera avec amertume l'un de ses concepteurs, Joseph Piédaloue, c.s.v., les «high schools» de Montréal enseignaient librement la latin aux étudiants protestants et juifs.

«Moins encouragé que toléré» (p. 111) par les autorités scolaires centrales, le cours primaire supérieur continue toutefois à s'implanter en milieu rural comme en milieu urbain. Les frères récoltent un peu partout l'appui de commissaires d'écoles et de parents anxieux de prolonger l'éducation de leurs garçons. Que dire des éducateurs et des citoyens anglo-catholiques et anglo-protestants? Les Frères y ont-ils trouvé des appuis? Ou bien se sont-ils heurtés à de l'indifférence, voire à de l'hostilité? L'auteur ne se penche malheureusement pas sur cette question.

Malgré son expansion, le cours primaire supérieur devient la proie de fortes critiques qui en révèlent les principales lacunes, soit la pauvreté de la formation dispensée aux étudiants, tant au niveau de l'apprentissage de la langue que de celui des sciences, et le refus des universités d'accepter les diplômés, ce qui en faisait une voie sans issue. Rien d'étonnant à ce que de plus en plus de jeunes francophones le délaissent au profit des institutions d'enseignement secondaire et supérieur anglo-protestantes, qui se montraient plus accueillantes à leur endroit.

Au cours des années 1940 et 1950, les frères réagissent à cette situation en instituant, contre l'avis des autorités scolaires centrales, des «classes spéciales» de 13<sup>e</sup> année visant à mieux préparer les étudiants pour certaines écoles et facultés universitaires. À l'Université Laval et à l'Université de Montréal, ils obtiennent en effet la collaboration de l'école de génie et de la faculté des sciences, dont les programmes sont moins populaires auprès des bacheliers. En 1944, l'évêque de Chicoutimi, M<sup>gr</sup> Melançon autorise les Frères de l'Instruction chrétienne à ouvrir une «section classique» à Arvida, afin de remédier au surpeuplement du collège classique. Il s'agit de la première brèche importante apportée au monopole des collèges privés. Elle s'élargira au cours de la prochaine décennie, mais la coordination essentielle entre les différentes catégories d'enseignement – public, privé et universitaire –, tant de fois réclamée par les Frères, ne se réalisera qu'avec la Révolution tranquille.

Au fil des pages, l'ouvrage nous offre des aperçus révélateurs sur la dynamique des rapports entre l'État, l'Église, les autorités scolaires centrales, les commissions scolaires et les parents. Il s'agit de rapports complexes

et mouvants qui remettent une fois de plus en cause l'image d'une organisation scolaire figée et régie par une Église monolithique et toute-puissante jusqu'aux bouleversements de la Révolution tranquille. En effet, la saga de l'enseignement secondaire public met en relief l'existence d'alliances et de divisions multiples au sein du monde l'éducation et de la société québécoise en général, qui constituent la trame de fond indispensable à une compréhension de la question scolaire au Québec. On regrettera d'ailleurs certaines généralisations trop rapides sur l'attitude de l'État et des autorités scolaires centrales durant les 45 ans couverts par l'étude, qui se résume à de la «lésinerie» dans le premier cas, et à de «l'incurie» dans le second (p. 166).

Les lecteurs et les lectrices apprécieront la préface du Frère Untel (Jean-Paul Desbiens, Frère mariste), dont les célèbres *Insolences* à l'endroit du Département de l'Instruction publique, publiées en 1960, constituent, selon Croteau, «le point d'arrivée d'une longue série de revendications des Frères en faveur d'un système d'enseignement public favorisant la masse des élèves» (p. 154). Or le frère Untel se permet aussi des observations fines qui ajoutent à nos connaissances sur la question. Il souligne en effet «l'effort parallèle» qu'ont soutenu les religieuses en faveur de l'enseignement secondaire féminin, effort sur lequel Georges Croteau ne se prononce pas. Il évoque aussi l'attitude des Frères à l'endroit des professeurs laïcs, de plus en plus nombreux dans l'enseignement primaire supérieur: «on les appelait les 'laïcs', avec une forme de tolérance et de crainte» (p. 14). Rappelons, à la suite du Frère Untel, que toutes ces communautés de Frères étaient issues de congrégations françaises qui avaient subi les contrecoups des lois Ferry et Combes. Sans oublier l'ambition qu'elles cultivaient de détenir le monopole de l'enseignement secondaire public masculin au Québec.

Pour réaliser son étude, l'auteur a eu accès aux archives des communautés de Frères présentes dans l'ouvrage et il effectué des entrevues auprès des architectes du cours primaire supérieur. On lui reprochera de ne pas faire état de travaux récents en histoire de l'éducation au Québec. Nous pensons, en particulier, à la thèse de doctorat de Wendy Johnston sur *L'école primaire supérieure et le «high school» public à Montréal de 1920 à 1945* (Université de Montréal, 1991).

De l'aveu même de son auteur, le présent ouvrage sert de complément utile à celui de Paul-André Turcotte sur *L'enseignement secondaire public des frères éducateurs (1920-1970)* (Montréal, Bellarmin, 1988) qui propose une réflexion plus théorique sur les thèmes du nationalisme, de la religion et de la modernité. Ces deux études contribuent certainement à nous faire mieux connaître l'évolution de l'école publique au Québec, un thème qui

n'a pas marqué l'historiographie dans cette province au même titre que la production américaine et canadienne-anglaise.

Ruby Heap,  
Département d'histoire,  
Université d'Ottawa.

\* \* \*

Danielle Juteau et Nicole Laurin, *Un métier et une vocation – Le travail des religieuses au Québec de 1901 à 1971*, Montréal, Les presses de l'université de Montréal, 1997, xii, 194 p.

Cet ouvrage des auteures D. Juteau et N. Laurin fait suite à la parution du livre *À la recherche d'un monde oublié\** auquel avait participé L. Duchesne. Cette deuxième phase de l'étude\*\*, si on peut dire, poursuit donc l'analyse minutieuse de l'échantillon de quelque 3700 religieuses en mettant l'emphase, cette-fois-ci, sur le travail de cette main-d'œuvre féminine. Ainsi, cette recherche révèle le travail remarquable de ces femmes de 1901 à 1971, jetant un éclairage des plus pertinents sur leur place dans la société québécoise et cela dans le but ultime d'appréhender l'ensemble du travail des femmes pour repenser les formes multiples qu'épouse la division sexuée du travail dans nos sociétés.

L'exploration des diverses facettes du travail des religieuses à laquelle nous convient les auteures est fascinante. On y découvre que les religieuses de l'échantillon ont exercé quelque 10000 emplois répertoriés sur une période de soixante-dix ans. On constate aussi que certains facteurs influencent, de façon variable, le cheminement de carrière des religieuses, comme l'activité principale de la communauté, la période historique et la taille de la communauté. De plus, les auteures font ressortir l'existence de modèles distincts de communautés caractérisés par des proportions différentes d'administratrices, de travailleuses professionnelles et de soutien.

Mais ce qui est déterminant sur la structuration du travail des religieuses se trouve du côté du cadre spécifique que représente l'institution ecclésiastique et les rapports entre l'Église et l'État au Québec. Les auteures ont ainsi situé le travail des religieuses par rapport à l'institution ecclésiastique en faisant ressortir l'impact de ce mode d'organisation de la main-d'œuvre sur sa répartition, son organisation, son évolution, son sens. Pour Juteau et Laurin, «l'appartenance de sexe agit elle aussi sur le travail effectué puisque les femmes qui entrent en religion ne se retrouvent pas dans la même situation que les hommes qui posent ce choix» (Juteau et Laurin, 1997, p. 4). La division du travail et l'exclusion du sacerdoce sont particulièrement significatives en ce sens. Elles vont jusqu'à dire que «la division sexuelle du travail